Administration régionale Baie-James

Unis

pour habiter,

développer

et protéger la Baie-James

1 an déjà

RAPPORT ANNUEL 2014-2015

Ce document compote les principales activités de l'Administration régionale Baie-James pour la période du 1er avril 2014 au 31 mars 2015

Table des matières

Mot du président 1

Mission et mandat 2

Conseil d'administration 2

Équipe 3

Développement social 3

Culture 3

Jeunesse 4

Condition des aînés 5

Solidarité et inclusion 5

Développement économique 6

Forêt et faune 6

Mines 8

Agriculture 9

Stratégie jamésienne 9

Planification stratégique jamésienne 2015-2020 – le chemin parcouru et la suite 9

Nos leviers de développement 12

Ententes spécifiques 12

Entente spécifique sur l'égalité entre les femmes et les hommes dans la région du Nord-du-Québec, secteur Jamésie 12

Entente spécifique portant sur le développement de l'économie sociale pour la région du Nord-du-Québec, secteur Jamésie 13

Subvention au soutien à l'initiative sociale de la Jamésie 15

Entente spécifique portant sur la mise en place d'une stratégie régionale de migration pour la région du Nord-du-Québec, secteur Jamésie 16

Entente spécifique sur l'adaptation régionale pour l'amélioration des conditions de vie des personnes aînées dans la région du Nord-du-Québec, secteur Jamésie 2013-2017 17

Autres ententes et fonds 18

Fonds de développement régional 18

Entente Place aux jeunes en Jamésie 20

Entente administrative du Programme Mobilisation-diversité 21
Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité 22
Action jeunesse structurante Sport et Culture 23
Programme de réduction des tarifs aériens 24
Pacte rural 2014-2019 25
Stratégie de positionnement des aliments du Québec sur le marché institutionnel. 26
Entente de concertation régionale - promotion des saines habitudes de vie 27
Fonds Eastmain 28
Rapport financier 29

Mot du président

Chers partenaires,

L'exercice 2014-2015 marque la première année complète d'existence de l'Administration régionale Baie-James (ARBJ), cette dernière ayant succédé à la Conférence régionale des élus de la Baie-James le 1er janvier 2014. Dans les premières semaines de 2015, l'ARBJ a été confirmée dans sa mission et formellement reconnue comme l'interlocuteur privilégié des Jamésiens auprès du gouvernement du Québec. De plus, nos budgets de fonctionnement ont été reconduits à la hauteur de ceux dont nous disposions dans les années passées.

Depuis un peu plus d'un an, notre grande et belle région évolue dans un contexte de gouvernance unique au Québec et sans commune mesure. La dernière année a été l'occasion d'amorcer un rapprochement avec les représentants de la Nation crie et d'échanger sur nos préoccupations respectives, ce qui nous a amené à réaliser que nous entretenions sensiblement les mêmes aspirations pour l'avenir de notre région. L'année 2014-2015 a donc été l'occasion d'établir les bases communes et partagées d'une vision de développement régional, nous permettant d'aborder de façon harmonieuses les grands défis à venir, notamment ceux inhérents au Plan Nord.

Au chapitre de nos réalisations, l'élaboration du Plan quinquennal jamésien de développement 2015-2020 a fait l'objet d'un vaste chantier régional de concertation et a mobilisé l'ensemble de nos partenaires et toute la communauté jamésienne. L'année en cours marquera la mise en œuvre de ce plan qui doit traduire la vision jamésienne de développement. Aussi, nous invitons tous nos partenaires et les organismes de la région à se l'approprier.

C'est avec le sentiment du devoir accompli et une grande fierté que je vous invite à prendre connaissance de notre Rapport annuel.

Bonne lecture !

René Dubé

Mission et mandat

L'Administration régionale Baie-James est une personne morale sans but lucratif assujetti à la *Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire* (L.R.Q., c. M-22.1) et est l'interlocuteur privilégié du gouvernement du Québec en matière de développement régional. Elle a principalement pour mandat de favoriser la concertation des partenaires dans la région et de donner, le cas échéant, des avis au ministre sur le développement de la région.

L'Administration régionale Baie-James est donc une instance de concertation et de planification composée à la base d'élus municipaux qui a pour mission de promouvoir et soutenir le développement économique, social et culturel pour les Jamésiens par la concertation entre les divers représentants politiques, économiques et sociaux du territoire. Elle joue le rôle d'une conférence régionale des élus pour les personnes, autres que les Cris, qui résident sur le territoire du Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James et sur celui des villes de Chapais, Chibougamau, Lebel-sur-Quévillon et Matagami.

Conseil d'administration

M. René Dubé, président et maire de la Ville de Matagami

M. Alain Poirier, vice-président et maire de la Ville de Lebel-sur-Quévillon

M. Steve Gamache, vice-président et maire de la Ville de Chapais

M. André Elliott, secrétaire-trésorier et président de la Localité de Villebois

M. François Bouchard, conseiller de la Ville de Lebel-sur-Quévillon

Mme Manon Cyr, mairesse de la Ville de Chibougamau

M. Daniel Bergeron, conseiller de la Ville de Chibougamau

M. Daniel Forgues, conseiller de la Ville de Chapais

M. Louis Gagnon, conseiller de la Ville de Matagami

Mme Cécile Philippon, présidente de la Localité de Valcanton

M. Normand Lacour, président de la Localité de Radisson

Député

M. Jean Boucher, député d'Ungava, membre sans droit de vote

Équipe

Réal Dubé, directeur général par intérim

André Brunet, directeur général *(jusqu'au 16 janvier 2015)*

Annie Cloutier, adjointe administrative

Linda Arseneault, secrétaire de direction

Joannie Plante Bélisle, agente de bureau

Josée Crépeau, agente de bureau

Marie-Josée Racicot, agente de développement

Marie-Ève Gamache, agente de développement

Carole Dubois, agente de développement

Célia Meighen McLean, agente de développement *(jusqu'au 27 mars 2015)*

Catherine Lagacé, agente de développement

Annick Kenny, gestionnaire des systèmes informatiques et de la géomatique

Martin Filion, responsable des communications

Patrick ST-Germain, analyste *(jusqu'au 6 mars 2015)*

Développement social

Culture

Une tournée régionale a été effectuée en collaboration avec le ministère de la Culture et des Communications afin de conclure une entente de partenariat en développement culturel régional avec les élus de la région. Néanmoins, aucune entente n'a été signée, et ce, étant donné le contexte de la nouvelle gouvernance du territoire et de l'avenir incertain quant au maintien de l'ARBJ à l'aube du dépôt du projet de loi n° 28 : *Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016* ainsi que du regroupement des directions régionales de l'Abitibi-Témiscamingue, du Nord-du-Québec et celle de l'Outaouais au ministère de la Culture et des Communications.

Jeunesse

Le Groupe neurones agit à titre d'instance régionale de concertation et de mobilisation en persévérance scolaire et en réussite éducative depuis 2009. Il a pour mission de favoriser et stimuler la réussite éducative et la persévérance scolaire auprès des Jamésiens, jeunes et adultes, par des actions locales et régionales. En plus de mettre en place des actions régionales visant à soutenir la persévérance scolaire et la réussite éducative, il assure la promotion et la valorisation de l'éducation et de l'obtention d'un diplôme afin de contribuer au développement régional, social et économique de la région.

En 2014, le Groupe neurones a mis en place le Cadre de soutien aux initiatives locales qui a permis de démarché une cinquantaine de projets, d'accompagné plus d'une vingtaine de promoteurs et de soutenir financièrement quinze projets locaux totalisant une enveloppe attribuée de près de 77 000 $. Le cadre de soutien se veut un outil de travail afin d'élaborer, avec les collaborateurs, des projets structurants qui s'arriment avec les orientations régionales et les déterminants de la persévérance scolaire.

Parmi les projets locaux mis en place en 2014, une des actions soutenues par le Groupe neurones est le projet *Rat-Conteur*. Il s'agit d'un projet d'initiation à la lecture, visant les enfants de 0 à 5 ans des services de garde en milieu familial de Chibougamau, et a été mis en place par le Regroupement Bouches à Oreilles (R.B.O).

Rat-Conteur a pour but de prévenir l'analphabétisme en développant le goût de la lecture tout au long de la vie et ainsi contrer le décrochage scolaire chez les jeunes. De façon plus précise, par la mise en place de cette action, on vise à stimuler le développement cognitif et langagier pour favoriser l'intérêt à la lecture, en écriture et le développement des habiletés en communication. Le personnel pédagogique des centres de la petite enfance en milieu familial, les enfants et les parents sont mis à contribution lors d'activités ludiques afin de favoriser l'éveil à la lecture.

Le projet *Rat-Conteur* a débuté en février 2015 et se terminera en juin de cette même année. Durant cette période, le Regroupement Bouches à Oreilles ouvrait ses portes aux services de garde en milieu familial chaque avant-midi de la semaine afin de proposer les ateliers d'éveil. L'activité commençait par une lecture interactive avec les enfants suivie d'un atelier de discussion ou de bricolage autour d'un livre choisi par le jeune public. Durant l'activité, une collation leur était distribuée.

Coup de cœur du Groupe neurones, le projet se distingue par son potentiel d'impact sur les jeunes, mais aussi par la mobilisation des parties prenantes, à savoir les responsables de services de garde et les parents, qui ont répondu présents et démontré un intérêt pour cette activité. Enfin, ce projet a pu bénéficier d'un accompagnement en évaluation continue avec le Groupe neurones, ayant permis de faire de l'amélioration continue au cours de sa réalisation.

Condition des aînés

Les activités sont en pleine effervescence pour les aînés du Nord-du-Québec. Les organismes offrants des services aux aînés ont à cœur les saines habitudes de vie, la sécurité, la santé mentale et physique de ces derniers. Tous travaillent de concert afin de répondre adéquatement et professionnellement aux différents besoins des personnes ainées. Entre autres, en 2014, la Table régionale de concertation des aînés du Nord-du-Québec (TRCANDQ) a produit un document « Enquête sur les besoins des aînés du Nord-du-Québec » duquel sont ressorties les quatre recommandations suivantes :

1. *proposer un nombre d'actions limitées et structurantes à mener auprès des organismes régionaux susceptibles de répondre aux besoins des aînés;*
2. *recourir à bon escient aux outils et ressources disponibles pour les aînés afin que les pistes de solutions évoquées évoluent vers des projets concrets;*
3. *si certaines actions pour pallier les besoins des aînés dans la région peuvent contribuer à l'ensemble de la communauté, une attention particulière devrait être portée sur les différences entre les milieux locaux, car les besoins prioritaires s'expriment légèrement différemment;*
4. *l'effort à déployer peut porter plus particulièrement, mais de façon non exclusive, à deux clientèles plus à risque de quitter la région ou de manquer de soutien :*
    - *mettre l'accent sur les personnes vivant seules, car elles sont plus à risque d'isolement social;*
    - *cibler davantage les aînés qui n'ont pas d'enfants (28 %) ou de familles (39 %) dans la région, car ils sont plus à risque de la quitter.*

À la suite de ces recommandations, l'AIBJ poursuivra ses actions de concertation régionale et accroîtra son pouvoir d'agir par le biais de son entente spécifique pour les aînés 2013-2017.

Solidarité et inclusion sociale

Cette année, le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale a annoncé que les Alliances pour la solidarité allaient être prolongées d'une année, mais sans financement supplémentaire. Cette dernière a porté la Table pérénienne pour la solidarité et l'inclusion sociale (TJSIS) à revoir les projets à prioriser et à pérenniser, puisque les sommes n'étaient pas disponibles afin de soutenir tous les projets mis en œuvre pour l'année supplémentaire. Les membres de la TJSIS ont décidé de prioriser les projets reliés à la sécurité alimentaire. Ils se sont donc assurés que chacune des communautés pérénienne offre un service relié à la sécurité alimentaire pour venir en aide aux gens dans le besoin. Afin d'être en mesure de maintenir ces projets, la Table a demandé à l'AIBJ d'injecter une somme maximale de 200 000 $ afin de prolonger les projets jusqu'en septembre 2016. Cette demande fut acceptée en décembre 2014.

Les membres de la Table ont également pris la décision d'évaluer les projets en sécurité alimentaire, puisque ces derniers seront toujours en cours de réalisation lors de la dernière année de l'Alliance. Cette évaluation permettra de savoir si ces projets répondent bien aux besoins soutenus et d'obtenir des données en vue de se préparer pour la prochaine Alliance, s'il y a lieu.

Développement économique

Forêt et faune

Dans les jours qui ont suivi l'entrée au pouvoir du parti libéral du Québec, des changements majeurs se sont opérés au sein des différents ministères. Il y eut entre autres la création du ministère de la Forêt, de la Faune et des Parcs dont, auparavant, les fonctions étaient partagées entre le ministère des Ressources naturelles et le ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs. Le premier ministre avait alors observé un conflit d'intérêt qu'il voyait apparaître de manière sous une même instance. Dans les mois qui ont suivi, le ministre Lessard annonçait une première réduction des effectifs œuvrant à la gestion et à la protection de la faune. Les administrateurs de l'ARBJ ont réagi à cette première coupure en adressant une lettre au ministre. Il y était expliqué notamment que la réalisation des travaux dans le cadre du Plan Nord et l'ouverture de la route des monts Otish allaient rendre le territoire plus accessible pour la chasse et la pêche et dans, que les besoins allaient s'accroître. En dépit, le ministre annonça de nouvelles suppressions de postes au Québec équivalentes au double de celles effectuées quelques mois plus tôt. Cette fois, les effectifs étaient réduits de plus de 100 postes au Québec.

Le 12 juin, la ville de Chapais accueillait le président-directeur général du Conseil de l'industrie forestière du Québec, monsieur André Tremblay, dans le cadre d'une rencontre des élus de la région organisée par l'Administration régionale Baie-James. Ainsi, ces derniers ont pu exprimer leurs préoccupations à l'égard des activités liées à l'industrie forestière dans la région. Parmi les sujets abordés, il a été question du caribou forestier, de la limite nordique des attributions commerciales, du Plan Nord, de la certification forestière, des chemins multiusage et du Bureau de mise en marché des bois. Cette rencontre a été suivie d'un 5 à 7 auquel la population était invitée et au cours duquel monsieur Tremblay a dressé les portraits provincial et régional des activités forestières et des enjeux sous-jacents.

Le 7 octobre, le Forestier en chef rendait publique son évaluation des volumes de bois non récoltés pour la période allant de 2008 à 2013. Pour l'ensemble de la province, ces volumes avoisinaient les 36 millions de mètres cubes de bois, toutes essences confondues. La portion de ces volumes comprise dans les 17 unités d'aménagement de la Baie-James s'élève à un peu plus de 4 millions de mètres cubes dont 85,6 % en essences résineuses (sapins, épinettes, pins gris et mélèzes). De manière générale au Québec, cette situation est attribuable à un ralentissement des activités forestières au cours des dernières années, conséquente à une conjoncture économique défavorable. Selon la décision du Forestier en chef, il revient au ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs de disposer de ces bois. Ce dernier peut les laisser sur pieds, les mettre en marché par le Bureau de mise en marché des bois ou les attribuer à des usines de transformation des bois.

L'Administration régionale Baie-James a participé au chantier provincial sur la production de bois et y a soumis un mémoire le 9 octobre. La forêt occupe une place majeure dans notre économie régionale alors qu'elle emploie près de 2 000 personnes et génère annuellement 400 M$ en valeur des livraisons de sciage. Non seulement elle conditionne notre économie régionale, mais elle façonne la vie sociale et la culture des Jamésiennes et des Jamésiens. L'ARBJ adhère pleinement aux grandes orientations soutenues dans le

[illegible]

[illegible]

[illegible]

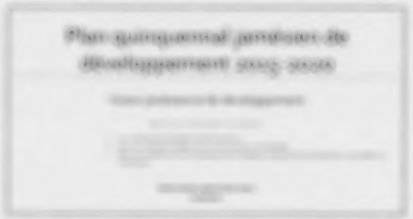
[illegible]

[illegible]

Finalement, malgré une bonne planification, la grande implication des élus et du conseil d'administration de l'ARBJ, l'accompagnement d'experts en la matière et l'aide de plusieurs organisations, la démarche de planification n'a pas été en mesure de répondre à toutes les attentes des participants. En effet, l'expérience jamésienne de consultation étant jeune et quelque les participants aient démontré leur envie de travailler des objectifs lors des rencontres régionales, cet aspect n'a pu être travaillé collectivement.

Cependant, à l'aide de divers documents, dont le Portrait jamésien, disponible sur le site Internet de l'ARBJ dans la section Planification stratégique, élaboré au sein de l'ARBJ avec l'aide de plusieurs partenaires, la Table de réflexion stratégique s'est lancée! Elle a donc établi des objectifs généraux qui serviront de base de travail pour les étapes collectives futures.

Ainsi, au mois de mars 2015, le Plan quinquennal a été adopté par le conseil d'administration de l'ARBJ. Maintenant, les travaux doivent se poursuivre afin de le mettre en œuvre régulièrement.


Plan quinquennal jamésien de développement 2015-2020

L'implication de tous doit se poursuivre, notamment celle des organisations de développement jamésiennes. Heureusement, à la suite de cette expérience de mobilisation, deux caractéristiques des Jamésiens sont fortement ressorties, soit une capacité à se mobiliser et une volonté forte de travailler ensemble, de façon transversale. Il s'agit de deux conditions gagnantes pour l'amorce des travaux futurs et le succès des étapes à venir.

Ainsi, l'ARBJ souhaite fortement que l'implication de tous se poursuivre! Collectivement, nous devons nous impliquer si nous souhaitons accomplir nos ambitions et ensemble aller vers un même but pour le meilleur de la Jamésie.

L'ARBJ souhaite remercier tous les participants aux rencontres locales et régionales ainsi que tous les partenaires qui ont contribué aux travaux, dont les organisations jamésiennes et les membres de la Table de réflexion stratégique. Elle souhaite également souligner l'exceptionnelle collaboration des Villes et Localités, des employés de son organisation ainsi que tous les membres de son conseil d'administration. Finalement, un grand merci à l'équipe de FaunENord pour son accompagnement visant une démarche écoresponsable ainsi qu'à l'équipe de Communagir qui a su comprendre notre réalité et adapter ses actions à nos besoins.

Nos leviers de développement

Ententes spécifiques

Entente spécifique sur l'égalité entre les femmes et les hommes dans la région du Nord-du-Québec, secteur Jamésie

L'Entente spécifique portant sur l'égalité entre les femmes et les hommes en Jamésie, intervenue entre l'Administration régionale Baie-James et le Comité condition féminine Baie-James (CCFBJ), a pour objectif :

- *d'offrir des outils pour une socialisation non stéréotypée;*
- *de favoriser la diversification des choix de formation;*
- *d'offrir des outils en conciliation famille-travail;*
- *de favoriser des approches en santé adaptée aux spécificités des femmes;*
- *d'informer, d'outiller et d'accompagner les femmes afin de favoriser une plus grande participation de leur part aux différentes instances;*
- *de favoriser l'atteinte de l'égalité en Jamésie.*

Cette année, le CCFBJ a réalisé plusieurs activités dans le cadre de l'entente spécifique 2011-2015. En premier lieu, le « Défi 12-35 : Les Rapports égalitaires j'en fais mon affaire » a été lancé aux jeunes de 12 à 35 ans. Tous les participants ont reçu un iPad mini et le grand gagnant a remporté 250 $ supplémentaire. Le grand gagnant est Pierre Alexandre Baril de Lebel-sur-Quévillon qui pose ici avec son œuvre.

De plus, en décembre dernier un agenda familial a été distribué à toutes les familles jamésiennes. Cet agenda contient des recettes santé à bas prix, un coin « prise de note » et plusieurs autres sections pratiques. Il est facile à utiliser et il n'a reçu que de bons commentaires.

Entente spécifique portant sur le développement de l'économie sociale pour la région du Nord-du-Québec, secteur Jamésie

L'année 2014-2015 est la dernière année de l'Entente spécifique portant sur le développement de l'économie sociale en Jamésie, conclue en 2009 entre la Conférence régionale des élus de la Baie-James et le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. Initialement, le partenariat devrait se terminer en mars 2014, mais voyant l'importance des sommes résiduelles, la durée de l'entente fut prolongée jusqu'au 31 mars 2015. Les objectifs visés par cette entente étaient :

- *la promotion de l'économie sociale;*
- *la concertation et la mise en réseaux;*
- *la consolidation, l'expérimentation et le développement de nouveaux créneaux et projets;*
- *le développement des compétences.*

Les projets suivants figurent parmi les réalisations de la dernière année.

Capsules vidéo promotionnelles

Une dizaine de capsules vidéo mettant en vedette les entreprises et les acteurs de l'économie sociale dans le Nord-du-Québec ont été réalisées en 2014. Ces vidéos serviront d'outil afin de faire connaître ces entreprises à un public qui n'est pas familier avec le concept d'économie sociale. Par ces vidéos, le Pôle d'économie sociale souhaite promouvoir la valeur ajoutée propre à l'économie sociale et faire valoir ce modèle économique comme façon d'entreprendre autrement dans le Nord-du-Québec.

En plus d'être accessibles aux entreprises ayant participé au projet pour leur utilisation personnelle, ces capsules se retrouveront, entre autres, sur un site web avec celles d'entrepreneurs du Nord-du-Québec. Ce site, www.mabaiejames.com, a pour objectif de positionner l'entrepreneuriat, tant social que privé, comme moyen de réussir et de se réaliser à la Baie-James. Ce projet, initié par le Pôle, est réalisé en collaboration avec le Centre d'entrepreneurship nordique (CEN) et le Centre local de développement de la Baie-James (CLDBJ).

Ateliers présentés par le comité sectoriel de la main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire

Cette année, pour la première fois, l'économie sociale a été inscrite au programme de la Semaine québécoise d'orientation à Chibougamau-Chapais. Une association avec Emploi-Québec a permis de présenter trois ateliers pour trois publics différents :

- **séance d'information** *pour les entreprises d'économie sociale et les organismes d'action communautaire;*
- **conférence-midi** *pour les élèves en processus de choix de carrière;*
- **séance d'information** *pour les professionnels de l'information scolaire et de l'emploi.*

Afin de favoriser la participation sur l'ensemble du territoire et minimiser les déplacements, la conférence destinée aux organismes et entreprises d'économie sociale fut aussi présentée par webinaire.

FORMATION AUX ENTREPRISES ET CONTRIBUTION DU PÔLE D'ÉCONOMIE SOCIALE

Formation	Entreprise concernée	Contribution de l'ARBJ
Gestion des conflits	Pied-de-Mouton, coopérative de solidarité	25 $
Coaching Cambio-PDM	Pied-de-Mouton, coopérative de solidarité	443 $
Formation marketing Web	La Mine d'Or	50 $
Formation marketing Web	FaunENord	50 $
Formation MAPAQ	Pied-de-Mouton, coopérative de solidarité	604 $
Formation « L'économie un modèle d'affaires durable »	21 employés/membres C.A. de EÉS	735 $
Formation la méthode 5S	La Couvée inc.	50 $
Formation ARCQ	Radio Matagami	1 680 $
Formation Acomba	La Mine d'Or	1 125 $
Formation d'appoint ISO-14001	FaunENord	384 $
Symposium	FaunENord	1 498 $
CSMO-ESAC - Semaine québécoise de l'orientation	Entreprises et étudiants	1 000 $
	TOTAL	**7 644 $**

PROMOTION DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

Projet	Porteur	Contribution de l'ARBJ
Conférence Café Cambio	Coopérative de développement régional Saguenay-Lac-Saint-Jean/Nord-du-Québec	2 984 $
Projet de coopération internationale - IDÉO	Carrefour jeunesse-emploi de la Jamésie	4 000 $
Conférence Sydney Ribaux - Équiterre	Centre d'entrepreneurship nordique	8 935 $
Concours québécois en entrepreneuriat	Société d'aide au développement des collectivités Chibougamau-Chapais inc.	1 500 $
Capsules vidéo et site Web mabaiejames.com	Pôle d'économie sociale	23 092 $
	TOTAL	**40 511 $**

AIDE AUX ENTREPRISES

Projet	Entreprise	Contribution de l'ARBJ
Étude de faisabilité - Huiles essentielles	FaunENord	9 000 $
Amélioration des infrastructures Web	FaunENord	4 285 $
Création Site Web	La Mine d'Or	1 298 $
Création Site Web	Centre d'amitié Eenou de Chibougamau inc.	6 037 $
	TOTAL	**20 620 $**

INTERVENTIONS JEUNESSES

Projet	Entreprise	Contribution de l'ARBJ
Coopératives jeunesse de services	Coopératives jeunesse de services	19 937 $
	TOTAL	**19 937 $**
	AIDE TOTALE OCTROYÉE	**88 712 $**

Subvention au soutien à l'initiative sociale de la Jamésie

La Subvention au soutien à l'initiative sociale de la Jamésie (SISJ) est un fonds permettant de soutenir l'amélioration ou le maintien de la qualité de vie en Jamésie.

Pour l'année 2014-2015, plus de 100 000 $ étaient disponibles dans ce fonds. Par conséquent, plusieurs projets locaux et régionaux ont été appuyés financièrement, comme en fait foi le tableau suivant.

Année 2014-2015

Titre du projet	Promoteur	Montant accordé
Festival en août	Ville de Chibougamau	12 000 $
Pique-nique musical	Jeunes en partage	1 402 $
Beach Party	Ville de Chapais	1 000 $
Festivités de la fête nationale	Localité de Radisson	4 125 $
Lâcher prise	Le comité de prévention-suicide du secteur de Lebel-sur-Quévillon	3 560 $
Semaine de la famille	Table de concertation jeunesse de Lebel-sur-Quévillon	5 000 $
Semaine de la famille	Ville de Matagami	5 000 $
Cours de peinture	Partenaires à part égale	2 016 $
Pique-nique estival	Partenaires à part égale	350 $
Formation DAFA	Commission Loisir et Sport de la Baie-James	2 500 $

Titre du projet	Promoteur	Montant accordé
Cours de gardiens avertis	Corporation de développement économique de Radisson	4 103 $
Embellissons Radisson	Corporation de développement économique de Radisson	2 500 $
Implantation d'un skate park	Localité de Villebois	5 000 $
Mise à jour du Guide du citoyen	Centre de développement communautaire de Matagami	3 287 $
5 à 7 des nouveaux arrivants	Ville de Matagami	3 000 $
Fête de la rentrée	Ville de Lebel-sur-Quévillon	3 030 $
Atelier familial	Centre Unissons la Famille	1 576 $
Là où réside la plume	Centre d'amitié Eenou de Chibougamau inc.	709 $
Semaine québécoise de l'orientation 2014	Société d'aide au développement des collectivités Chibougamau-Chapais inc.	2 500 $
4e édition du salon des intervenants de services à la communauté	Carrefour jeunesse-emploi de la Jamésie	2 210 $
Défi Xtrême	Défi Xtrême	3 000 $
Cabane à sucre, avril 2015	Société d'aide au développement des collectivités de Matagami	3 000 $
Festival en août, été 2015	Ville de Chibougamau	12 000 $
Rencontre jeunesse, été 2015	Ville de Matagami	5 000 $
	Total partiel des projets 2014-2015	**87 868 $**

Entente spécifique portant sur la mise en place d'une stratégie régionale de migration pour la région du Nord-du-Québec, secteur Jamésie

L'Entente spécifique portant sur la migration en Jamésie, intervenue entre l'ARBJ et Attraction Nord, vise notamment à :

- faire la promotion de la Jamésie à l'extérieur de la région;
- mobiliser les acteurs régionaux autour de l'enjeu de la migration;
- attirer et retenir la main-d'œuvre.

Au courant de l'année 2014-2015, plusieurs actions ont été mises de l'avant notamment la journée de concertation régionale « Ensemble pour le Nord ». Cette activité visait à concerter les acteurs de la Jamésie afin de connaitre les besoins de la région quant à l'attraction, au recrutement et à la rétention de la population. Ainsi, faisant suite à plusieurs discussions, des constats et des pistes de solutions ont émergé. L'ensemble de ces recommandations se trouve dans le *Portrait diagnostic régional sur la situation de la migration du Nord-du-Québec, secteur Jamésie*. Sans aucun doute, ce portrait aura une influence sur les actions futures de développement en lien avec la migration en Jamésie.

Entente spécifique sur l'adaptation régionale pour l'amélioration des conditions de vie des personnes aînées dans la région du Nord-du-Québec, secteur Jamésie 2013-2017

La politique gouvernementale « Vieillir et vivre ensemble, chez soi, dans sa communauté, au Québec » est destinée à donner aux collectivités le pouvoir d'agir ainsi que des moyens pertinents devant les transformations sociétales liées au vieillissement de la population. L'Entente spécifique pour les aînés contribue à la conception et au soutien de projets visant à améliorer les conditions de vie des aînés et, ce faisant, de leur famille et de leurs proches.

Le ministère de la Santé et des Services sociaux et le ministre responsable des aînés s'est associé au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, à l'Administration régionale Baie-James, au Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James ainsi qu'à la Table régionale de concertation des aînés du Nord-du-Québec pour mettre leurs expertises en commun en vue d'établir des priorités régionales relatives aux aînés, et que celles-ci se concrétisent dans le cadre des projets financés tout en respectant les objectifs de l'entente spécifique pour les aînés 2013-2017.

Objectifs spécifiques de l'entente

I. Favoriser la participation sociale des aînés
II. Lutter contre la maltraitance
III. Soutenir les aînés vulnérables
IV. Favoriser les relations intergénérationnelles
V. Favoriser l'accès à la culture
VI. Faciliter l'accès aux technologies de l'information
VII. Favoriser l'amélioration des conditions de vie

Au cours de la deuxième année, une rencontre des aînés a été organisée afin de leur permettre de fraterniser, de favoriser l'exercice par le jeu, d'enrayer l'isolement, d'échanger et de créer des liens. Également, un cours d'initiation à l'informatique leur a été offert afin de leur apprendre à utiliser l'informatique et répondre à leurs besoins d'apprentissage de façon individuelle. D'autres projets ont été réalisés au bénéfice des aînés afin notamment de remercier leur engagement bénévole, souligner des événements marquants de leur vie, briser l'isolement, faire de la prévention et prévenir la maltraitance, apporter un soutien aux plus démunis et répondre adéquatement aux besoins particuliers des personnes en perte d'autonomie.

Projets pour 2014-2015

Titre du projet	Promoteur	Montant accordé
Rencontre régionale des aînés Nord-du-Québec	Ville de Lebel-sur-Quévillon	13 000 $
Initiation à l'informatique	La Couvée inc.	11 156 $
Remerciements à nos bénévoles	Le Club de l'âge d'or « Les intrépides » de Chibougamau	1 354 $

Titre du projet	Promoteur	Montant accordé
Fête des jubilaires	Comité fête jubilaires Chapais	2 215 $
Un milieu de vie accueillant où l'on se sent chez soi	Office municipal d'habitation de Chapais	2 099 $
Cours d'informatique de base et Internet	Centre de développement communautaire de Matagami	5 043 $
Visite amicale et référencement	Centre de développement communautaire de Matagami	13 279 $
Dîner intergénérationnel avec les aînés de la FADOQ	Club Lions de Chibougamau	3 450 $
Activité de loisir et cours de peinture	Partenaires à part égale	4 195 $
Journée de repos et de soins pour les proches aidants d'aînés	La Couvée inc.	13 037 $
	Total	**68 828 $**

Autres ententes et fonds

Fonds de développement régional

Projets structurants

Titre du projet	Promoteur	Montant accordé
Tournée éducative doublée 2014-2015	FaunENord	65 986 $
Visite historique de Radisson – Chapais 2014	Administration régionale Baie-James	19 747 $
Programme de prospection minière	Table jamésienne de concertation minière	30 000 $
	Total partiel des projets structurants acceptés	**115 733 $**

Projets spéciaux

Titre du projet	Promoteur	Montant accordé
Couvert boréal 2014	Association forestière de l'Abitibi-Témiscamingue	5 000 $
Québec Mines 2014	Québec Mines	11 877 $
Financement de base	FaunENord	10 000 $
Porte-folio Nord-du-Québec	La Presse	14 900 $
	Total partiel des projets spéciaux acceptés	**41 777 $**

Ententes administratives

Titre du projet	Promoteur	Montant accordé
Transport interurbain par autocar	Les Autobus Maheux ltée	34 000 $
Fonds de la Subvention à l'initiative sociale jamésienne	Administration régionale Baie-James	100 000 $
	Total partiel des ententes administratives	**134 000 $**

Entente de partenariat

Titre du projet	Promoteur	Montant accordé
Financement de base	Comité condition féminine Baie-James	20 000 $
	Total partiel des ententes de partenariat acceptées	**20 000 $**

Ententes de partenariat de plus d'un an

Titre du projet	Promoteur	Nombre d'années	Montant par année
Adaptation pour l'amélioration des conditions de vie des personnes aînées 2013-2017	Administration régionale Baie-James	2	50 000 $
Fonds de soutien à la diversification	Centre local de développement de la Baie-James	1	100 000 $
	Total partiel des ententes de partenariat acceptées de plus d'un an		**150 000 $**

Ententes antérieures de plus d'un an [illegible]
FDR Volet festival, colloque, congrès et concours

Titre du projet	Promoteur	Montant accordé
Rencontre jeunesse Nord-du-Québec 2014	Ville de Chapais	14 188 $
Festival western 2014	Club Équestre de Lebel-sur-Quévillon	2 670 $
Beach Party Chapais 2014	Ville de Chapais	2 000 $
Fête nationale du Québec – Radisson	Localité de Radisson	2 109 $
Foire gourmande de Lebel-sur-Quévillon	Gens d'affaires Lebel-sur-Quévillon	620 $
Fête nationale du Québec – Lebel-sur-Quévillon	Ville de Lebel-sur-Quévillon	3 784 $
Richesses naturelles en découverte	Développement Chibougamau	7 891 $
Symposium entrepreneurial, 2e édition	Centre d'amitié Eenou de Chibougamau inc.	2 500 $

Titre du projet	Promoteur	Montant accordé
Fondor sous le soleil 2014	Carrefour jeunesse-emploi de la Jamésie	375 $
Fête de la rentrée	Ville de Lebel-sur-Quévillon	750 $
Festival du doré Baie-James, 14e édition	Festival du doré Baie-James	20 000 $
Festival Rock/Métal	Ville de Lebel-sur-Quévillon	2 500 $
Défi Xtrême	Défi Xtrême	7 000 $
Festival Folifrois Chibougamau-Baie-James	Festival Folifrois Chibougamau-Baie-James	21 000 $
Concours québécois en entrepreneuriat Nord-du-Québec, 17e édition	Société d'aide au développement des collectivités de Chibougamau-Chapais inc.	5 000 $
Défi polaire	Club de motos neige de Chapais inc.	7 000 $
La délégation musicale à Chibougamau	Société d'histoire régionale de Chibougamau inc.	1 000 $
Rencontre jeunesse Nord-du-Québec, 15e édition	Ville de Matagami	12 000 $
	Total partiel des projets acceptés dans le volet festival, colloque, congrès et concours	**[illegible] $**

Entente Place aux jeunes en Jamésie

Place aux jeunes en Jamésie prépare et propose à la clientèle cible du programme la possibilité de participer à un séjour exploratoire, et ce, tout au long de l'année. Les migrants potentiels peuvent ainsi se créer un réseau de contacts en Jamésie et y vivre une expérience unique et représentative en l'espace de quelques jours.

Lors de l'année 2014-2015, l'agent de migration a organisé plusieurs séjours exploratoires individuels. Plus particulièrement, cinq personnes ont pu bénéficier d'un accompagnement personnalisé avant et après leur séjour. De plus, un nouveau séjour exploratoire de groupes axé sur les industries minière et forestière a eu lieu cette année.

Le séjour exploratoire en question, qui visait à cibler des [illegible] pour des participants provenant de l'extérieur de la région, a eu lieu du [illegible] pour [illegible] de différents milieux – immigration, [illegible] – [illegible] [illegible] pour [illegible] de découvrir notre belle région et ses richesses naturelles, la diversité des carrières [illegible] et [illegible] avec l'agent de migration et la conseillère en mobilité professionnelle du Carrefour jeunesse-emploi de la Gaspésie (CJE).

Une autre des innovations cette année fut la rencontre privilégiée organisée par la conseillère en mobilité professionnelle du CJE à Montréal. Au programme de cette [illegible] une rencontre d'information avec l'équipe du Mérici, des rencontres avec des employeurs potentiels, des activités de plein air, des rencontres avec divers intervenants du milieu à l'intégration. L'équipe de Lotbinière-Chutes-des-Erables. En plus de mettre en contact de potentiels employeurs et des candidats, le séjour a permis de générer des retombées économiques sur l'ensemble des milieux visités.

Entente administrative du Programme Mobilisation-diversité

L'entente administrative Programme Mobilisation-Diversité-ici est [illegible] et est particulière entre l'Administration régionale Baie-James et la direction de l'immigration de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine (MIDI) dans lequel chaque partie contribuera à hauteur de 50 000 $. Signée en octobre 2013, cette entente vise à [illegible] et [illegible] des candidats ciblés à la région éventuelle et une entente qui [illegible] sur son territoire.

Dans le but de répondre à l'objectif du Programme, soit de cerner les enjeux et les objectifs en matière d'immigration, d'ouverture à la diversité, de relations interculturelles et de pleine participation des personnes issues de l'immigration au développement du Québec, cette entente administrative vise à :

- acquérir les connaissances sur l'état de situation régional de l'immigration ;
- assurer la concertation des acteurs locaux et régionaux ;
- informer les partenaires locaux et régionaux sur le parcours de la personne immigrante et la politique d'immigration québécoise ;
- réaliser un plan d'action pluriannuel ;
- conclure une entente spécifique en immigration.

[illegible]

[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

- [illegible]
- [illegible]

[illegible]

- [illegible]

  [illegible]

- [illegible]

  [illegible]

- [illegible]

  [illegible]

- [illegible]

  [illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

Durant l'année financière 2014-2015, 161 demandes ont été traitées. De ce nombre, 157 ont été acceptées et 4 refusées, dont 73 provenant de la Jamésie et 84 des communautés crie, pour une somme totalisant 29 622,62 $.

Pacte rural 2014-2019

À la suite de l'entrée en vigueur de la nouvelle Loi instituant le Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James (L.R.Q., c. G-1.04) le 1er janvier 2014, et puisque la Jamésie n'a pas de municipalité régionale de comté, organisme signataire du Pacte rural dans les autres régions du Québec, le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire a signé le Pacte rural 2014-2019 avec l'ARBJ. Cette entente a pris effet le 1er avril 2014 et se terminera le 30 mars 2019.

Puisque la région s'est récemment dotée d'une vision régionale dans le cadre de l'élaboration du Plan quinquennal jamésien de développement 2015-2020, l'ARBJ a cru bon que le Pacte rural 2014-2019 puisse l'adopter également (voir section du plan quinquennal).

Pour développer la région et y assurer une certaine qualité de vie, il faut l'habiter et, pour y arriver, la région doit travailler sur plusieurs plans. Tout d'abord, elle doit favoriser la rétention de la population actuelle et soutenir la migration de nouveaux résidents. Les municipalités et localités jamésiennes doivent être attirantes, notamment en procurant un milieu de vie dynamique avec des services publics d'éducation, de santé et de services sociaux de qualité. Par ailleurs, elles devront offrir les conditions pour une vie sociale attrayante quant à la culture, aux sports et aux loisirs. En ce sens, les champs d'intervention prioritaires du Pacte rural 2014-2019 pour la Jamésie sont :

- *l'attraction, l'accueil et la rétention des populations;*
- *l'animation du milieu par le soutien aux projets culturels, touristiques et de loisirs;*
- *la fierté et le sentiment d'appartenance;*
- *l'accessibilité aux services (transport, logement collectif, services de proximité, etc.).*

Les projets financés doivent donc susciter la dynamisation de nos milieux.

L'enveloppe budgétaire de 267 444 $ du Pacte rural octroyée pour l'année 2014-2015 était répartie comme suit :

Volet(s) des projets	Pourcentage	Équivalent en dollars
Projets régionaux	10 %	26 580 $
Projets locaux	90 %	240 864 $
Total	**100 %**	**267 444 $**

La part régionale est administrée directement à l'ARBJ, tandis que les sommes locales ont été transférées pour être gérées par les municipalités et localités de la Jamésie.

Les projets régionaux en 2014-2015 sont les suivants :

Titre du projet	Promoteur	Montant accordé
Formation des agents de développement de la Jamésie	Administration régionale Baie-James	13 166 $
Rencontre jeunesse du Nord-du-Québec, édition 2015	Ville de Matagami	8 000 $
Concours québécois en entrepreneuriat, 17e édition	Société d'aide au développement des collectivités Chibougamau-Chapais inc.	2 500 $
	TOTAL	**23 666 $**

À l'échelle locale, les montants réservés à chacune des municipalités et localités de la Jamésie sont les suivants :

	Montant accordé pour l'année 2014-2015
Les localités	**100 000 $**
Radisson	25 000 $
Valcanton (Val-Paradis et Beaucanton)	50 000 $
Villebois	25 000 $
Les municipalités	**102 904 $**
Chapais	25 726 $
Chibougamau	25 726 $
Lebel-sur-Quévillon	25 726 $
Matagami	25 726 $
Total	**202 904 $**

Stratégie de positionnement des aliments du Québec sur le marché institutionnel

Dans le cadre de la Stratégie de positionnement des aliments du Québec sur le marché institutionnel, le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation a donné à l'ARIU le mandat de faire un diagnostic portant sur la commercialisation des aliments régionaux dans le marché institutionnel et d'élaborer un plan d'action visant à accroître la présence de ces produits dans l'approvisionnement des institutions publiques et privées.

Le mandat s'est réalisé à partir des connaissances d'un comité représentant le Nord-du-Québec, par le recensement des entreprises agricoles de production et de transformation de l'offre alimentaire, des institutions offrant un service de repas, des distributeurs et des concessionnaires de services ainsi que des institutions publiques de la région offrant un service de repas, et ce, en facilitant la concertation, la priorisation, et la planification des projets au plan d'action.

Il y est ressorti que les forces de la région sont principalement basées sur les besoins et la grande demande en approvisionnement de ses institutions publiques du Nord-du-Québec.

Elles s'établissent également dans la collaboration du comité représentatif du milieu, des organisations publiques, des producteurs et des transformateurs qui se sont impliqués de façon significative et démonstrative à l'élaboration de ce diagnostic.

La proximité du distributeur Ben Deshaies inc. et son ouverture à la création d'un bottin répertoriant les produits locaux et régionaux du Nord-du-Québec et ceux de la région de l'Abitibi-Témiscamingue, appuie ainsi les initiatives visant la reconnaissance du potentiel de développement dans le domaine de l'agroalimentaire.

Quant aux faiblesses, elles se retrouvent principalement au niveau d'un territoire qui est très peu développé en agriculture ainsi que dans l'absence de commercialisation entre les institutions et les producteurs ou les transformateurs jamésiens.

En somme, ces constatations nous ont amenés à mieux comprendre les réalités de l'ensemble des acteurs sur le territoire.

Entente de concertation régionale - promotion des saines habitudes de vie

Le Comité jamésien de promotion des saines habitudes de vie (CJSHV) est une table interrégionale regroupant des partenaires locaux et régionaux contribuant directement ou indirectement à la santé des jeunes Jamésiens âgés de 0 à 17 ans et de leurs familles.

Sa mission est de soutenir des projets locaux et régionaux visant la mise en place d'environnements favorables à l'adoption, au maintien et à l'amélioration des saines habitudes de vie (SHV).

Le soutien offert par le Comité jamésien en ressources humaines, matérielles et financières s'articule autour de trois priorités de son plan stratégique 2013-2016.

- **Mobiliser les acteurs** autour du développement des SHV dans une perspective de changement durable par **la communication, l'influence et l'accompagnement** des partenaires.

- **Soutenir le développement** et le renforcement des compétences des partenaires en offrant une formation **en environnements favorables** et **en développement psychomoteur** à l'intention des intervenants et des parents.

- **Accompagner les milieux dans l'amélioration** des opportunités de **bouger plus** et de **manger mieux** en offrant un soutien à l'évaluation, une plate-forme de réseautage entre les acteurs et en faisant la promotion des pratiques exemplaires en SHV.

Dans les prochaines années, le CJSHV compte s'appuyer sur des stratégies innovatrices tirées de son plan d'action régional 2014-2016 pour tracer le chemin vers l'atteinte de sa raison d'être, soit de faire de la Jamésie un modèle de communauté en santé.

L'ARBJ participe aux rencontres du comité et contribue ainsi à mettre en œuvre des actions de sensibilisation et de mobilisation auprès des organismes régionaux pour qu'ils adoptent et fassent la promotion des saines habitudes de vie. Se faisant, les membres de l'organisation prennent part également à ces actions et intègrent, dans le cadre de leur travail sur leurs différents dossiers respectifs, des préoccupations relatives aux saines habitudes de vie.

Fonds Eastmain

Le Fonds Eastmain se veut un levier de développement économique important qui permet aux entreprises, aux organismes sans but lucratif, aux entreprises d'économie sociale et aux coopératives situées sur le territoire de la Baie-James ainsi qu'aux villes et localités de la Jamésie d'avoir accès à du financement pour différents projets selon des critères d'admissibilité établis dans le cadre de référence.

Projets acceptés 2014-2015

Titre du projet	Promoteurs	Montant accordé
Implantation d'une tour cellulaire	Localité de Villebois	350 000 $
Soutien aux villes pour le réseau large bande	Municipalités et Commission scolaire de la Baie-James	76 800 $
Surfaceuses	Clubs de motoneige	120 000 $
Fonds québécois d'initiatives sociales	Administration régionale Baie-James	200 000 $
Aide motoneige secteur VVB	Localités de Villebois et Valcanton	7 500 $
	Total partiel des projets acceptés en 2015	**754 300 $**

ADMINISTRATION RÉGIONALE BAIE-JAMES

ÉTATS FINANCIERS

31 MARS 2015

ADMINISTRATION RÉGIONALE BAIE-JAMES
ÉTATS FINANCIERS
31 MARS 2015

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT	1 - 2
ÉTATS FINANCIERS	
Résultats	3
Résultats - Fonds affectés	4 - 6
Évolution de l'actif net	7 - 9
Bilan	10
Bilan - Fonds affectés	11 - 13
Flux de trésorerie	14
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS	15 - 23
RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	24

Josée Bélanger
CPA inc.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil d'administration de
Administration régionale Baie-James

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de l'Administration régionale Baie-James, qui comprennent le bilan au 31 mars 2015, et les états des résultats, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie de l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers
La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur
Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Administration régionale Baie-James au 31 mars 2015 ainsi que de ses résultats d'exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

[illegible], CPA auditrice, CA

Chibougamau (Québec)
Le 11 juin 2015

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

	[illegible]							
	[illegible]							
	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
	$	$	$	$	$	$	$	$
[illegible]	[illegible]		[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]							[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]								[illegible]

ADMINISTRATION RÉGIONALE BAIE-JAMES

BILAN

AU 31 MARS 2015

	2015				2014
	Fonds de développement régional (FDR)	Fonds d'administration	Fonds affectés (notes 11-13)	Total	Total
	$	$	$	$	$
ACTIF					
À COURT TERME					
Encaisse		366 068	3 128 812	3 494 876	2 833 773
Dépôt à terme, 0,65 %, échéant en mars 2016		4 878		4 878	4 847
Débiteurs (note 4)		42 000	46 910	88 [illegible]	311 2[illegible]
Subventions à recevoir (note 5)	1 186 853		2 008 2[illegible]	3 195 [illegible]	3 483 [illegible]
Intérêts courus			14 457	114 [illegible]	97 27[illegible]
Avances au fonds de développement régional (FDR) (note 8)	256 383	(256 383)			
Avances au fonds d'administration (note 8)		(88 517)	88 517		
Frais payés d'avance		1 340		1 340	2 128
Total de l'actif à court terme	1 443 [illegible]	252 276	5 286 [illegible]	7 062 [illegible]	7 133 2[illegible]
PLACEMENTS (note 6)			13 428 463	13 428 463	13 683 068
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (note 9)		149 903		149 903	171 243
Total de l'actif	1 443 [illegible]	402 179	18 795 [illegible]	20 640 568	21 007 563
PASSIF					
À COURT TERME					
Créditeurs (note 9)	341 197	252 276	967 329	1 560 792	1 137 [illegible]
Portion à court terme de la dette à long terme (note 10)			243 358	243 358	232 [illegible]
Total du passif à court terme	341 197	252 276	1 210 687	1 804 150	1 369 [illegible]
DETTE À LONG TERME (note 10)			1 085 323	1 085 323	1 328 [illegible]
Total du passif	341 197	252 276	2 296 010	2 889 473	2 714 781
ACTIF NET					
GREVÉ D'AFFECTATIONS INTERNES (notes 11 à 13)	1 101 996		16 498 997	17 600 993	18 116 537
INVESTI EN IMMOBILISATIONS CORPORELLES		149 903		149 903	171 243
Total de l'actif net	1 101 996	149 903	16 498 997	17 750 896	18 287 782
Total du passif et de l'actif net	1 443 [illegible]	402 179	18 795 [illegible]	20 640 568	21 007 563

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

_____________________, administrateur

_____________________, administrateur

ADMINISTRATION RÉGIONALE BAIE-JAMES
BILAN - FONDS AFFECTÉS
AU 31 MARS 2015

	2015				
	Fonds Eastmain	Table Cultures	Pacte rurale	Aînés	Table de concertation des véhicules hors-route (VHR)
ACTIF	$	$	$	$	$
À COURT TERME					
Encaisse	3 128 817				
Subventions à recevoir	1 328 681			165 534	40 000
Comptes à recevoir	6 901				
Intérêts courus	134 417				
Avances au fonds d'administration (note 5)		41 606	20 874	99 629	39 269
Total de l'actif à court terme	4 598 411	41 606	20 874	265 163	79 269
PLACEMENTS (note 3)	13 428 463				
Total de l'actif	18 026 874	41 606	20 874	265 163	79 269
PASSIF					
À COURT TERME					
Créditeurs (note 9)	430 437	5 934		104 714	
Portion à court terme de la dette à long terme (note 9)					
Total du passif à court terme	430 437	5 934		104 714	
DETTE À LONG TERME (note 10)					
Total du passif	430 437	5 934		104 714	
ACTIF NET					
GRÈVE D'AFFECTATIONS D'ORIGINE EXTERNE		35 672	20 874	160 449	79 269
FONDS AFFECTÉS – PROJETS LOCAUX	1 500 995				
FONDS AFFECTÉS – PROJETS RÉGIONAUX	16 095 442				
Total de l'actif net	17 596 437	35 672	20 874	160 449	79 269
Total du passif et de l'actif net	18 026 874	41 606	20 874	265 163	79 269

ADMINISTRATION RÉGIONALE BAIE-J

BILAN - FONDS AFFECTÉS

AU 31 MARS 2015

	2015					
	Programme de réduction des tarifs aériens (PRTA)	Réseau Large Bande	Économie Sociale	Fonds de Soutien à l'initiative sociale de la Jamésie (SISJ)	MAPAQ	CRÉAT-CREBJ
ACTIF	$	$	$	$	$	$
À COURT TERME						
Encaisse						
Subventions à recevoir			25 000	100 000	12 500	
Comptes à recevoir						
Intérêts courus						
Avances au fonds d'administration (note 5)	102	(333 817)	24 753	(55 024)	(12 500)	41 668
Total de l'actif à court terme	102	(333 817)	49 753	44 976		41 668
PLACEMENTS (note)						
Total de l'actif	102	(333 817)	49 753	44 976		41 668
PASSIF						
À COURT TERME						
Créditeurs (note 9)				15 755		
Portion à court terme de la dette à long terme (		243 358				
Total du passif à court terme		243 358		15 755		
DETTE À LONG TERME (note 10)		1 085 323				
Total du passif		1 328 681		15 755		
ACTIF NET						
GREVÉ D'AFFECTATIONS D'ORIGINE EXTERNE	102	(1 662 498)	49 753	29 221		41 668
FONDS AFFECTÉS - PROJETS LOCAUX						
FONDS AFFECTÉS - PROJETS RÉGIONAUX						
Total de l'actif net	102	(1 662 498)	49 753	29 221		41 668
Total du passif et de l'actif net	102	(333 817)	49 753	44 976		41 668

ADMINISTRATION RÉGIONALE BAIE-J

BILAN - FONDS AFFECTÉS

AU 31 MARS 2015

	2015				2014
	Table Culture II	Fonds QIS	Immigration	Total	Total
ACTIF	$	$	$	$	$
À COURT TERME					
Encaisse				3 128 812	2 045 599
Subventions à recevoir		311 578	25 000	2 008 293	2 340 805
Comptes à recevoir				6 501	50 375
Intérêts courus				134 417	97 277
Avances au fonds d'administration (note 5)		228 025	(6 068)	88 517	435 366
Total de l'actif à court terme		539 603	18 932	5 366 540	4 969 422
PLACEMENTS (note)				13 428 463	13 681 068
Total de l'actif		539 603	18 932	18 795 003	18 650 490
PASSIF					
À COURT TERME					
Créditeurs (note 9)		410 485		967 325	349 796
Portion à court terme de la dette à long terme (				243 358	233 101
Total du passif à court terme		410 485		1 210 683	582 897
DETTE À LONG TERME (note 10)				1 085 323	1 328 681
Total du passif		410 485		2 296 006	1 911 578
ACTIF NET					
GREVÉ D'AFFECTATIONS D'ORIGINE EXTERNE		129 118	18 932	(1 097 440)	(970 585)
FONDS AFFECTÉS - PROJETS LOCAUX				1 500 995	1 500 995
FONDS AFFECTÉS - PROJETS RÉGIONAUX				16 095 442	16 158 384
Total de l'actif net		129 118	18 932	16 498 997	16 688 794
Total du passif et de l'actif net		539 603	18 932	18 795 003	18 600 372

ADMINISTRATION RÉGIONALE BAIE-JAMES

FLUX DE TRÉSORERIE

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2015

	2015 (12 mois) $	2014 (3 mois) $
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Excédent des charges sur les produits	(1 579 371)	(399 100)
Élément n'affectant pas la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles	29 399	
	(1 549 972)	(399 100)
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement (note 11)	1 297 143	214 233
	(252 829)	(184 867)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Encaissement des placements	252 605	
Transfert de fonds	1 042 485	
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(6 057)	(644)
Dispositions d'immobilisations corporelles		12 703
	1 289 033	12 059
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Transfert de projets		2 254 957
Remboursement de la dette à long terme	(233 101)	
	(233 101)	2 254 957
AUGMENTATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU COURS DE L'EXERCICE	803 103	2 082 149
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	2 831 773	749 624
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	3 634 876	2 831 773
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE		
Encaisse	3 634 876	2 831 773

ADMINISTRATION RÉGIONALE BAIE-JAMES
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 2015

Note 1- STATUTS CONSTITUTIFS ET NATURE DES ACTIVITÉS

L'organisme, constituée selon l'article 97 de la Loi sur le ministère du Développement économique et régional et de la Recherche, le 1er avril 2004, est un organisme sans but lucratif.

L'organisme a principalement pour mandat d'évaluer les organismes de planification et de développement au palier local et régional, dont le financement provient en tout ou en partie du gouvernement, de favoriser la concertation des partenaires dans la région et de donner, le cas échéant, des avis au ministre sur le développement de la région.

Note 2- PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers ont été dressés selon les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif de la Partie III du Manuel de CPA Canada et comprenaient les principales méthodes comptables suivantes:

Actifs et passifs financiers

Lors de la comptabilisation initiale, tous les actifs et les passifs financiers sont évalués et comptabilisés à leur juste valeur. Elle évalue ultérieurement tous ses actifs et passifs financiers au coût après amortissement.

Les actifs financiers évalués subséquemment au coût après amortissement se composent de l'encaisse, du dépôt à terme, des subventions à recevoir et des débiteurs.

Les passifs financiers évalués subséquemment au coût après amortissement se composent des créditeurs et de la dette à long terme.

Placements

Les prêts dans des sociétés privées et le placement en actions d'une société privée sont évalués à leur coût d'acquisition, déduction faite de la provision pour perte, s'il y a lieu.

La provision pour perte est établie en fonction du montant prévu des flux de trésorerie futurs et d'une évaluation de la valeur estimative de tout bien reçu en garantie du placement.

Estimations comptables

Pour dresser des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, la direction de l'organisme doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que l'organisme pourrait prendre à l'avenir. Les estimation utilisées concernent la durée de vie des immobilisations. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

ADMINISTRATION RÉGIONALE BAIE-JAMES
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 2015

Note 2- PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Comptabilité par fonds

Fonds d'administration

Le fonds d'administration présente les actifs, les passifs, les produits et les charges afférents au fonctionnement.

Fonds de développement régional (FDR)

Le Fonds de développement régional (FDR) est constitué en vertu de l'article 111 de la Loi sur le ministère du Développement économique et régional et de la Recherche. Il est affecté au financement des mesures prévues dans le cadre des ententes spécifiques conclues entre une conférence régionale des élus, un ministère ou un organisme du gouvernement. Ce fonds peut aussi être affecté au financement de toute autre activité exercée par une conférence régionale des élus. Ce fonds présente les actifs, les passifs, les produits et les charges afférents à ses activités.

Autres fonds affectés
Fonds Eastmain
Table Culture et Table Culture II
Alliés
Table de concertation des véhicules hors route (VHR)
Programme de réduction des tarifs aériens (PRTA)
Fonds de soutien à l'initiative sociale de la Jamésie (ISJ)
Réseau large bande
Fonds QIN
Fonds CRÉAT CRÉBJ
Économie sociale
Immigration
Pacte rural
MAPAQ

Ces fonds présentent les actifs, les passifs, les produits et les charges afférents aux activités spécifiques de chacun de ces fonds.

Constatation des apports et des autres produits

L'organisme applique la méthode de la comptabilité par fonds affectés pour comptabiliser les apports dans le Fonds de développement régional et les autres fonds affectés. Selon cette méthode, les apports grevés d'affectations d'origine externe sont constatés lors de leur réception dans le fonds correspondant à l'objet pour lequel ils sont versés.

Note 2 : PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Constatation des apports et des autres produits (suite)

[illegible]

[illegible]

[illegible]

Immobilisations corporelles

[illegible]

	Méthodes d'amortissement	Taux
Mobilier et agencement	Dégressif	[illegible]
Équipement informatique	Dégressif	[illegible]
Améliorations locatives	Linéaire	[illegible]

Trésorerie et équivalents de trésorerie

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

ADMINISTRATION RÉGIONALE BAIE-JAMES
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS [illegible]

Note [illegible] INSTRUMENTS FINANCIERS

Objectifs et politiques en matière de gestion des risques financiers

[illegible]

Risque de taux d'intérêt

[illegible]

Risque de crédit

[illegible]

Risque de liquidité

[illegible]

ADMINISTRATION RÉGIONALE BAIE-JAMES
RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2015

ANNEXE A

	2015				2014
	Fonds de développement régional (FDR)	Fonds d'administration	Fonds affectés	Total	Total
	(12 mois)	(12 mois)	(12 mois)	(12 mois)	(3 mois)
	$	$	$	$	$
PRODUITS					
PRODUCTIONS					
Service d'autocars interurbains		102 000		102 000	
Centre local de développement de la Baie-James		606 064		606 064	
		708 064		708 064	
CHARGES					
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Loyer		60 176		60 176	14 384
Assurances		3 278		3 278	764
Entretien et réparations		15 000		15 000	3 750
Déplacements et représentation		47 958	30 338	78 296	17 013
Publicité et information		15 084	2 392	17 476	2 206
Papeterie, dépenses de bureau et informatique		29 229	2 098	31 327	8 294
Location d'équipements		1 646		1 646	239
Télécommunications		21 117	2 350	23 467	6 716
Honoraires professionnels et consultants		42 620	131 320	173 940	8 529
Cotisations et associations		7 091	280	7 371	594
Taxes et licences		34		34	
Intérêts et frais bancaires		811	144	955	
Mauvaises créances (recouvrées)			(19 243)	(19 243)	
Intérêts sur dette à long terme			68 719	68 719	
Amortissement des immobilisations corporelles		28 500		28 500	
		275 441	218 398	493 839	62 471
PRODUCTIONS					
Entente spécifique – Kéas			138 493	138 493	13 000
Service d'autocars interurbains		102 000		102 000	
Centre local de développement de la Baie-James		606 064		606 064	
Projet FDR Voyages Radisson		19 742		19 742	
Plan stratégique		77 837		77 837	
Autres projets			8 040 478	8 040 478	22 040
		805 643	8 178 971	8 984 614	35 040